

page 5

éditorial

PRE

La Russie serait-elle de retour ? Les chancelleries occidentales bruissent de ce cauchemar. Comme si les événements des deux dernières années dessinaient une stratégie moscovite cohérente dans sa conception, agressive dans ses manifestations, assurée dans ses moyens.

Le dossier que dirige Tatiana Kastouéva-Jean pour ce numéro approche une réalité moins simple. Qu'exprime, au vrai, la manœuvre russe face à l'Ukraine ? Un classique fantasme impérial, la volonté de réintégrer l'espace soviétique perdu ? Difficile de croire à une telle illusion... Il s'agit plutôt pour Moscou de se remettre en selle à l'international, comme joueur qui pèse et se redéfinit par et dans l'action. La Russie d'aujourd'hui est certes héritière d'une histoire multiséculaire – en particulier avec l'Ukraine –, mais elle est d'abord un sujet neuf, sous cette forme inédite dans l'histoire, contraint de s'autodéfinir face aux autres, dans un processus récent et inachevé.

C'est bien cela qui peut et doit nous préoccuper. Non le retour de « l'ogre soviétique ». Avec quels moyens ? Économiques, ils sont médiocres. Militaires, ils sont « expéditifs et limités ». Mais plutôt les voies choisies pour cette redéfinition. Le développement ? La recherche d'une identité étendue *via* la notion de « russéité » ? Une cristallisation anti-occidentale autour de la voie particulière russe et de ses valeurs traditionnelles ? Un durcissement du régime s'appuyant sur la traditionnelle résilience du pays en état de siège ? Une affirmation extérieure agressive profitant des dernières réformes de l'appareil militaire ?

Sans doute un peu de tout cela. Mais lequel de ces éléments – à part un réel développement économique, pour l'heure mal en point, plombé par des exportations énergétiques aux cours fluctuants ou des réformes avortées – pourrait structurer une nation nouvelle, dans son organisation et ses ambitions ? Le problème que nous pose la Russie d'aujourd'hui n'est sans doute pas que Moscou veuille « regagner l'empire », ou remettre en cause l'ensemble de l'ordre international – d'ailleurs : quel ordre ? Il est que l'on discerne mal les éléments, rationnels et efficaces, d'une grande stratégie à usage externe ; stratégie que l'on pourrait apprécier, ou combattre. La crise actuelle est celle de l'être russe lui-même.

Le danger n'en est pas moins réel. L'absence d'une société politique s'appuyant sur un large débat démocratique, l'atonie d'une société civile relayant le débat politique ou prenant des initiatives de substitution, laissent le régime maître du terrain. Qui pourrait l'empêcher de poursuivre une crispation extérieure, qui est d'abord un évitement des problèmes

internes ? À moins que la crise économique ne devienne assez grave pour rebattre les cartes sociales et politiques – ce que nul ne peut souhaiter pour le peuple russe, ni pour nous, tant ses conséquences seraient incertaines. Le régime est donc là, qu'on serait tenté de juger à la fois pérenne et fragile.

Pour les pays occidentaux, la difficulté est dès lors de formaliser une stratégie de long terme vis-à-vis de l'acteur flou qu'est la Russie. Le silence contrit ne suffit pas ; et le déploiement de chevaux de frise n'arrangerait rien. C'est la complexité même de la Russie qu'il s'agit de saisir, sans que cette complexité puisse être retenue pour excuse à n'importe quelle errance internationale.

Paris, décembre 2015 : la COP21 sera-t-elle une conférence de plus, ou la conférence décisive ? La rubrique *Contrechamps* de ce numéro éclaire la nécessaire articulation entre une vision politico-historique et une vision plus économique de la lutte contre le réchauffement climatique. Un engagement universel de contingentement des émissions polluantes est-il possible sans accord sur le droit au développement ? Ce qui suppose que les pays développés reconnaissent avoir déjà lourdement obéré la situation actuelle avec leur propre croissance économique. L'équité en matière de développement suggère donc l'inégalité des droits à polluer. Mais un tel accord universel est-il, d'autre part, possible sans accord général sur la valeur économique de la protection du climat ? Et donc sur la mise au point de mécanismes techniques permettant de chiffrer cette valeur ?

La COP21 sera examinée de près. D'abord pour ses résultats concrets : permettra-t-elle de desembourber des négociations qui apparaissent désormais décisives ? Mais aussi parce qu'elle ébauche les éléments d'une gouvernance mondiale de type nouveau. La négociation universelle sur les biens communs se révélera-t-elle un mirage, au temps d'un retour des puissances, émergentes ou non ? Ou prouvera-t-elle qu'elle est viable ? La question est d'importance, d'où la mobilisation, au plus haut niveau, des responsables de la diplomatie française¹.

La présente livraison de *Politique étrangère* s'intéresse aussi à la Syrie, à l'Irak, à la Libye, au Soudan du Sud, au Nigeria de Boko Haram... toutes figures constitutives d'un chaos qui vient, ou déjà advenu. Au-delà du suivi d'événements qui se précipitent, c'est là aussi, à de tout autres

1. Le *RAMSES 2016*, à paraître en septembre 2015, reviendra longuement sur la problématique de la COP21.

niveaux, une question de gouvernance qui se propose. La gouvernance d'un système mondial ne saurait se réduire à l'invention d'institutions et de mécanismes de coopération internationale. Elle demande d'abord, à la base, qu'existent des structures de gouvernement assurant la vie commune des sociétés humaines.

La réflexion sur l'idée de nation, sur la notion d'État, est donc plus que jamais d'actualité. À des degrés et sous des modalités très variées, elle irrigue la plupart des réflexions sur les relations internationales d'aujourd'hui (sur l'émergence de nouvelles puissances, sur un retour aux stratégies d'équilibre des forces, sur les États faillis, sur l'autodétermination des peuples...).

Européens, nous ne sommes certes pas étrangers à ces réflexions. Que notre Union européenne soit une construction politique complexe, inédite, chacun le sait – et l'histoire nous suggère de nous en accommoder. Mais face au développement dramatique des migrations transméditerranéennes de ces derniers mois, on aimerait savoir qui est en capacité de décider ; on aimerait qu'un ou plusieurs acteurs stratégiques se manifestent, sachant dépasser l'ordinaire des cynismes électoraux et des moralismes impuissants.

politique étrangère